



PROVINCE DU BRABANT WALLON
ARRONDISSEMENT DE NIVELLES

Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal.

Séance du 22 octobre 2019

Séance Publique

Objet : N° 25 - Service Finances – Redevance pour l'occupation des salles communales.

Présents : *Monsieur Jean-Luc MEURICE, Bourgmestre;*

Madame Ludivine HENRIOULLE, Monsieur Olivier DEBROEK, Madame Bénédicte DELMEZ, Monsieur Humbert DUBOIS, Monsieur Marc-Antoine BOUCHER, Echevins;

Madame Marie-Louise HOUART, Présidente du C.P.A.S., Conseillère communale;

Madame Nathalie MINSART, Présidente du Conseil communal, Conseillère communale;

Monsieur Jean-Paul WAHL, Madame Christine SANSDRAP, Madame Annie DELMEZ, Monsieur Michaël SEGERS, Monsieur Philippe DALCQ, Delphine SAMBREE, Monsieur Christophe CORBISIER, Serge CRUGENAIRE, Monsieur Jean-Noel BINET, Didier JOYEUX, Sébastien BASTAITS, Lloyd REYGAERDTS, Françoise DEBECK, Clément REY, Reine Kwamba DJIYEHOUÉ, Conseillers communaux;

Monsieur Jonathan PIRET, Directeur général.

Excusés :

Le Conseil Communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1&2, L3131-1 §1-3° et L3132-1 §1 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de redevances communales,

Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020 ;

Vu la circulaire relative à l'établissement des règlements fiscaux y compris ceux relatifs aux taxes additionnelles ;

Vu la nécessité pour la commune de se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de sa mission de service public ;

Considérant la situation financière de la commune et vu la nécessité de garantir l'équilibre budgétaire ;

Attendu qu'il convient de fixer les taux de la redevance pour l'occupation des salles communales,

Vu la communication du dossier au Directeur Financier en date 09/09/2019 conformément à l'article L1224-40 §1, 3° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu l'avis de légalité rendu par le Directeur Financier en date du 10/09/2019 duquel il ressort que le projet de délibération n'appelle pas de remarque quant à sa légalité ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité

Article 1. Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, un règlement-tarif applicable aux différentes salles communales.

Moyennant accord préalable du Collège communal, il est possible d'occuper les lieux quelques heures avant la location pour permettre l'installation du preneur, à condition que les lieux ne fassent pas l'objet d'une autre location au même moment et que cela ne porte pas préjudice aux activités courantes de la Commune.

Article 2. La redevance sera versée dans les trente jours sur production d'une facture.

Article 3. Les manifestations organisées par les institutions communales, d'intérêt communal ne sont pas soumises aux dispositions relatives au tarif d'occupation des salles communales.

Article 4. Le tarif d'occupation est identique pour chaque salle communale par journée entière ou partielle.

Le montant de la location est de 80,00 € par salle pour les activités présentant un caractère d'intérêt général et de 150,00 € par salle pour les activités à caractère privé.

Article 5. Si plusieurs salles sont occupées au sein d'un même bâtiment, le tarif sera adapté au nombre de salles utilisées.

Article 6. Si le demandeur souhaite une location de matériel, il sera fait application du règlement communal relatif aux prêts de matériel voté par le Conseil communal en séance du 08 novembre 2016.

Article 7. A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, et à défaut de possibilité de recouvrement amiable, le recouvrement sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 €. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Article 8. En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit à l'attention du Collège communal, rue du Château, 13 à 1370 JODOIGNE

Pour être recevable, la réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant et introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture et mentionner :

- Les noms, qualité, adresse ou siège social du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

En cas de litige, seules les juridictions civiles de l'arrondissement judiciaire de Nivelles sont compétentes.

La réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la redevance.

Article 9. Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 10. Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Il abroge tout autre règlement antérieur relatif au même objet dès son entrée en vigueur.

Par le Conseil Communal:

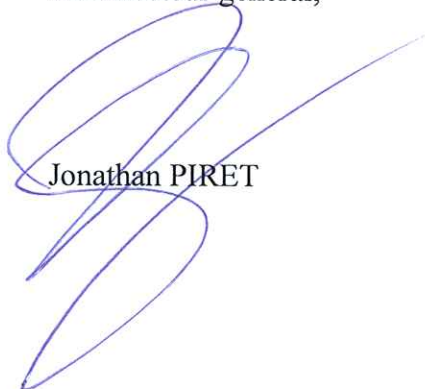
Le Directeur général,
s/ Jonathan PIRET

Le Bourgmestre,
s/ Jean-Luc MEURICE

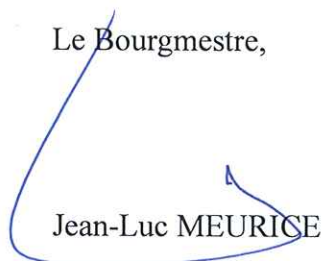
Pour extrait conforme :
Jodoigne, le 23 octobre 2019

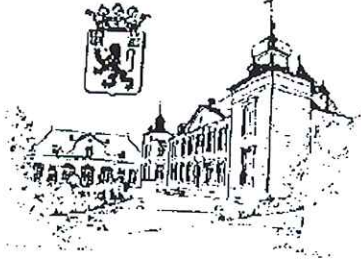
Par Ordonnance :
Le Directeur général,

Le Bourgmestre,


Jonathan PIRET




Jean-Luc MEURICE



DIRECTEUR FINANCIER.

AVIS MONTANT SUPERIEUR A 22.000,00 € HTVA.

Dossiers :

Fiscalité communale, redevance pour l'occupation des salles communales.

La redevance proposée est reprise à la nomenclature budgétaire sous les articles 76201/163-01 et 76228/163-01.

Aspect financier :

L'historique budgétaire des articles sont les suivants :

76201/163-01 :

Exercice 2015, droit constaté = 1.650,00 €.
Exercice 2016, droit constaté = 600,00 €.
Exercice 2017, droit constaté = 1.650,00 €.
Exercice 2018, droit constaté = 1.900,00 €.
Exercice 2019, crédit initial = 2.500,00 €.

76228/163-01 :

Exercice 2015, droit constaté = 0,00 €.
Exercice 2016, droit constaté = 0,00 €.
Exercice 2017, droit constaté = 0,00 €.
Exercice 2018, droit constaté = 0,00 €.
Exercice 2019, crédit initial = 5.000,00 €.

Le projet de règlement a été soumis à l'avis préalable de l'autorité de tutelle, les éventuelles remarques ont été intégrées au projet précité.

Fait à Jodoigne le 10 septembre 2019.

Jean-Pol LIBERT.
Directeur Financier.

